

11 octobre 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la politique de l'Union européenne face à la crise financière internationale, à Colombey-les-Deux-Eglises le 11 octobre 2008.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais vous dire combien la France a été heureuse de recevoir la Chancelière Angela Merkel pour cette inauguration, pour ce grand moment de partage. Et vraiment, avec le Premier Ministre, François FILLON, nous voudrions remercier une nouvelle fois Angela Merkel d'avoir accepté de venir ici, à Colombey, de passer de longues heures, entre l'inauguration et le déjeuner de travail. C'est une nouvelle preuve d'amitié et de disponibilité. Crois, chère Angela, que nous l'apprécions tous ici vivement.

Nous avons beaucoup travaillé avec Mme Merkel. Nos équipes ont beaucoup travaillé également, pas simplement aujourd'hui. Je voudrais remercier les collaborateurs de Mme Merkel, comme ceux du Premier Ministre et les miens. Parce que depuis que nous avons publié ce communiqué commun, toutes les décisions, toutes les préparations, toutes les analyses sur la crise, nous les faisons absolument ensemble.

Notre analyse de la crise, les raisons de la crise, les conséquences à en tirer pour le court terme, pour le moyen terme comme pour le long terme font l'objet d'une parfaite identité de vues entre l'Allemagne et la France. Je ne doute pas que, dans les jours qui viennent, vous aurez à le constater.

Nous avons donc parlé de la crise, nous avons parlé de la réunion de demain, je vais en dire un mot, nous avons parlé du Conseil de mercredi, nous avons parlé du sommet que l'Allemagne comme la France demandent pour préparer l'après Bretton Woods puisque nous sommes dans l'après Bretton Woods. Je peux vous dire que vraiment il n'y a pas l'ombre d'un désaccord, aussi petit soit-il, sur l'ensemble de ces sujets.

J'aurai l'occasion de recevoir les Chefs d'Etat et de gouvernement avec le Premier ministre François FILLON, demain, à l'Élysée, à 17 h, les Chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro. Nous avons préparé un certain nombre de décisions que nous soumettrons à nos partenaires, en compagnie du Président de la Commission européenne et du gouverneur de la Banque Centrale. Chacun comprendra que ce n'est pas le lieu pour nous d'en parler.

Je voudrais simplement vous préciser que j'aurai l'occasion de recevoir à 15 h 30 à l'Élysée, demain, le Premier ministre Gordon Brown. Je le recevrai en compagnie du gouverneur de la Banque Centrale et du Président de la Commission. Il y a dans cette initiative la volonté de maximiser les chances de coordination, même si chacun l'a noté, Gordon Brown et les Anglais ne font pas partie de la zone euro.

Voilà, c'est un cheminement dans la gestion très difficile de cette crise historique. Une nouvelle fois, l'Allemagne et la France se retrouvent côte à côte, conscientes de leurs responsabilités.

Soyez assurés de notre volonté d'assurer une coordination totale.

MME ANGELA MERKEL - Merci beaucoup. Tout d'abord, je voudrais dire mes remerciements pour l'hospitalité qui nous a été réservée à Colombey. L'accueil de la population était extrêmement impressionnant et je suis heureuse que cette journée historique ait pu être célébrée ensemble par l'Allemagne et la France. Et nous avons pu, une fois de plus prendre conscience de la responsabilité historique qui est la nôtre face à nos responsabilités.

L'Allemagne et la France sont sur une voie commune pour mettre en place une réaction concertée et cohérente de la zone euro à la crise financière internationale avec, naturellement, les nécessaires marges dont a besoin chaque Etat membre. Voilà pourquoi je suis heureuse que le Président du Conseil, Nicolas Sarkozy, ait lancé cette invitation pour ce sommet de demain à l'Elysée.

Je suis convaincue que les décisions du G7 à Washington constituent un bon point de départ pour les points dont nous délibérerons demain. Bien sûr, nous ne pouvons pas entrer dans les détails de ces mesures aujourd'hui. Mais nous aurons une progression, du G7 à la zone euro, jusqu'à une réaction internationale cohérente.

Nous sommes conscients que des interventions de l'Etat sont nécessaires car les marchés incontrôlés ne sont pas à même de maîtriser les problèmes. Ceci met en lumière notre conviction, à l'un et à l'autre, que nous avons besoin d'une règle. C'est pourquoi nous poursuivons ensemble le projet de réunir les principaux acteurs internationaux encore cette année pour tracer l'architecture d'un ordre financier futur pour la planète.

Et là, la France sera pleinement soutenue par l'Allemagne. La France qui préside l'Union Européenne. Depuis des années, nous avons essayé d'obtenir quelque chose. Il faut maintenant saisir la chance offerte par cette crise pour que cela ne se reproduise plus. Nous avons besoin d'une économie de marché humaine. Cela requiert des règles et ces règles doivent s'inscrire dans un cadre global.

C'est pourquoi je crois que nous pouvons prendre un certain nombre de mesures importantes. Pour la mise en oeuvre pour l'Allemagne, je dirais que nous prendrons toutes les mesures requises à partir de dimanche soir pour informer tous ceux qui doivent l'être. Naturellement, il conviendra d'informer tous ceux qui doivent être mis au courant : les présidents de groupes parlementaires, les différentes instances publiques et politiques pour qu'on ait, à partir de cette crise, une réponse cohérente, efficace et synchronisée. Parce que le problème que nous avons jusqu'à présent, c'est que beaucoup de mesures ont été annoncées mais ne sont pas entrées dans les faits, si bien que leur efficacité n'est pas garantie.

Encore une fois, merci de cette remarquable réception, 50 ans après que Konrad Adenauer et Charles de Gaulle se soient rencontrés ici. Merci.

QUESTION - Est-il exact, comme on a pu l'entendre ici ou là, que l'Eurogroupe ou les membres de l'Eurogroupe y compris la France et l'Allemagne, travaillent sur une solution qui s'approcherait de la solution britannique, mais qui serait étendue à l'ensemble de l'Eurogroupe ? Et est-ce que l'on parle de nouveau d'un fonds européen pour protéger le système bancaire européen ? Et est-ce que Mme Merkel a évolué dans sa pensée, dans son opinion sur ce point ?

LE PRESIDENT - Ce qui est exact, c'est que la France et l'Allemagne travaillent, que l'Eurogroupe travaille et que s'il devait y avoir des décisions prises, je vous annonce une autre chose, c'est que l'Allemagne et la France annonceraient - conditionnel - ces décisions en même temps et veilleraient à ce qu'elles rentrent concrètement et opérationnellement en vigueur en même temps.

MME ANGELA MERKEL - Dans ces mesures qui doivent être prises, il n'est pas question d'un fonds européen. Il s'agit d'une démarche concertée des Etats membres de la communauté internationale. Avec pour partenaire important les Etats de la zone euro où nous aurons une boîte à outils commune. Nous aurons certainement une panoplie d'outils mais chaque pays pourra utiliser ces outils pour répondre aux conditions particulières de chaque pays. C'est cela la tâche, démarche cohérente, synchronisée et, à partir de là, exercer une influence sur les marchés. Et chaque pays le fait de la façon qui convient à son paysage économique et bancaire.

QUESTION - Madame la Chancelière M. Steinbrück a déclaré à Washington qu'il n'excluait pas

QUESTION - Madame la Chancelière, Mr. GEORGE BUSH a déclaré à Washington qu'il n'exclut pas une participation de l'Etat à des établissements financiers ou des banques d'importance systémique. Est-ce que ceci fait partie de votre feuille de route pour demain ? Est-ce que vous pourriez opter pour ce modèle britannique à la différence du modèle américain ?

MME ANGELA MERKEL - Ce dont il s'agit, c'est que les banques disposent de capitaux suffisants pour qu'elles puissent agir de façon efficace. Je n'exclus pas que des soutiens en capitaux existent. Mais finalement, cela revient un petit peu à la situation d'une entreprise qui emprunte de l'argent sur les marchés.

Dès lors, on ne peut pas parler d'une nationalisation. A savoir que l'Etat interviendrait durablement dans les banques. Non, c'est un soutien de l'Etat qui doit permettre aux banques d'agir de façon autonome. Mais pour les banques qui réclameraient ce type de soutien, nous pourrions leur imposer des contraintes, des conditions. Mais aucune décision n'a été prise en ce sens. Nous n'avons pas établi quels instruments seraient étalés, de quelle façon. La première étape, c'était le G7, deuxième étape c'est l'Eurogroupe demain, la troisième étape, c'est la mise en oeuvre nationale. Tout cela doit se faire dans l'ordre.

Donc, lundi, les choses seront claires.

QUESTION - Gordon BROWN a proposé de garantir les nouveaux prêts interbancaires pour relancer le crédit interbancaire et pour que la BCE n'ait plus à jouer ce rôle. Est-ce que vous, Français et Allemands, soutenez éventuellement cette solution ?

LE PRESIDENT - Je crains de ne pas mettre fait totalement comprendre. Nous travaillons, nous savons où nous voulons arriver, nous savons comment nous voulons y arriver mais nous voulons coordonner d'abord les pays européens de la zone euro puis toute l'Europe. Et la meilleure façon de coordonner n'est sans doute pas d'annoncer avant une réunion le résultat de cette réunion. C'est la raison pour laquelle étant, Mme Merkel, comme moi, des Européens convaincus, nous refuserons obstinément de donner davantage de détails sur ce qui a fait l'objet de nombreuses réunions et qui devra faire l'objet d'une décision commune et non pas en ordre séparé. Sinon, M. LEPARMENTIER, je crains de subir à nouveau les foudres de tel journal du soir sur l'absence de coordination suffisamment pertinente en Europe.

MME ANGELA MERKEL - Tout ce que je peux dire c'est que le Président à raison.

QUESTION - Vous avez dit que vous partagiez une analyse commune de la crise. Alors, d'après vous, face à la chute vertigineuse des bourses cette semaine, qu'est-ce qui serait de nature à rassurer les marchés financiers ? Deuxième question : est-ce que vous pensez avoir plus de chance aujourd'hui de convaincre le Président George Bush d'organiser ce sommet que vous appelez de vos vœux ?

LE PRESIDENT - Sur votre première question, elle est extrêmement habile. Elle revient exactement à ce que nous a posé votre confrère Arnaud LEPARMENTIER. Donc, je me permettrai de faire la même réponse. S'agissant du Président des Etats-Unis, nous avons observé, la Chancelière comme moi-même, une évolution très positive de la position des Etats-Unis face à l'opportunité d'un sommet pour tirer les conséquences de la crise et préparer un après Bretton Woods. Dans ses déclarations publiques comme dans ses entretiens privés, soit avec Mme Merkel, soit avec moi, puisqu'en ce qui me concerne j'en ai eu trois, j'ai vu une ouverture de plus en plus grande du Président Bush à l'opportunité de ce sommet. Je ne doute pas que nous obtiendrons ce sommet parce qu'il faut une réponse mondiale à une crise mondiale et que c'est l'intérêt de tous d'aboutir à cette réponse coordonnée.

MME ANGELA MERKEL - Concernant la question de l'efficacité, je dirais ceci : l'efficacité de mesures se produit lorsqu'elles sont assumées et mises en place de façon cohérente et commune par les différents acteurs et c'est le sens de la rencontre de l'Eurogroupe demain.

QUESTION - Madame la Chancelière, vous avez dit qu'un fonds commun n'était pas la bonne solution parce que la ministre française des finances avait tout de même soulevé cette possibilité ?

MME ANGELA MERKEL - Je trouve que nous sommes beaucoup plus loin dans la discussion. Il faut qu'il y ait une approche commune en Europe mais il faut également pouvoir s'adapter de façon flexible aux différentes situations nationales. En Allemagne on a les « Landesbank en », les

banques régionales. Nous avons des caisses d'épargne allemandes que l'on ne connaît pas de façon comparable dans d'autres pays. Nous avons également les responsabilités des Länder qui doivent être impliqués.

Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est de réagir rapidement, conjointement, mais il faut aussi que la réaction soit adéquate et nous pouvons très bien y arriver sur la voie que nous empruntons ensemble. Si nous travaillons encore durement aujourd'hui, eh bien, demain, nous aurons toutes les chances d'avoir un succès.

LE PRESIDENT - Si Angela le permet, d'abord je voudrais dire combien, en accord avec le Premier Ministre, je salue l'action de Mme Lagarde qui ne ménage ni son temps, ni ses heures, ni son talent dans une crise d'une grande gravité, d'une grande complexité.

La deuxième chose. Je dis à nos amis de la presse allemande que jamais, ni le Premier Ministre, ni moi-même n'avons parlé d'un fonds européen. Pour une raison - et j'espère pouvoir m'en expliquer pour la dernière fois - pour une raison qui est très simple, qui est un problème de gouvernance.

La crise impose des réponses extrêmement rapides. Parfois les Chefs d'Etat et de gouvernement sont réveillés en pleine nuit pour prendre des décisions avant l'ouverture des marchés. Un fonds européen poserait un problème gigantesque d'opérationnalité de la décision, de la gouvernance. C'est pour cela que ça ne peut pas être la réponse. Parce que quand il faut décider entre 4 h 1/2 du matin et 7 h du matin, si on doit réunir tous les partenaires membres de ce fonds, on n'y arriverait pas. Voilà pourquoi, jamais, nous n'avons proposé un tel fonds. Quant aux déclarations qui ont été prêtées à Mme Lagarde, je crains que l'on ait tiré un peu loin la logique de ce qu'elle disait. Je le dis pour qu'au moins ce point là soit clarifié avec la presse allemande.

Je vous remercie tous.